

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro dell'Interno

(FANFANI)

e col Ministro di Grazia e Giustizia

(VASSALLI)

(V. Stampato Camera n. 2056)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 aprile 1988

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 28 aprile 1988*

**Ratifica ed esecuzione della convenzione n. 108 sulla protezione
delle persone rispetto al trattamento automatizzato di dati di
carattere personale, adottata a Strasburgo il 28 gennaio 1981**

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione n. 108 sulla protezione delle persone rispetto al trattamento automatizzato di dati di carattere personale, adottata a Strasburgo il 28 gennaio 1981.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 22 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.



CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES
A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ
DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, dans le respect notamment de la prééminence du droit ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Considérant qu'il est souhaitable d'étendre la protection des droits et des libertés fondamentales de chacun, notamment le droit au respect de la vie privée, eu égard à l'intensification de la circulation à travers les frontières des données à caractère personnel faisant l'objet de traitements automatisés ;

Réaffirmant en même temps leur engagement en faveur de la liberté d'information sans considération de frontières ;

Reconnaissant la nécessité de concilier les valeurs fondamentales du respect de la vie privée et de la libre circulation de l'information entre les peuples,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}*Objet et but*

Le but de la présente Convention est de garantir, sur le territoire de chaque Partie, à toute personne physique, quelles que soient sa nationalité ou sa résidence, le respect de ses droits et de ses libertés fondamentales, et notamment de son droit à la vie privée, à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel la concernant (« protection des données »).

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

a. « données à caractère personnel » signifie : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (« personne concernée ») ;

b. « fichier automatisé » signifie : tout ensemble d'informations faisant l'objet d'un traitement automatisé ;

c. « traitement automatisé » s'entend des opérations suivantes effectuées en totalité ou en partie à l'aide de procédés automatisés : enregistrement des données, application à ces données d'opérations logiques et/ou arithmétiques, leur modification, effacement, extraction ou diffusion ;

d. « maître du fichier » signifie : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui est compétent selon la loi nationale, pour décider quelle sera la finalité du fichier automatisé, quelles catégories de données à caractère personnel doivent être enregistrées et quelles opérations leur seront appliquées.

Article 3

Champ d'application

1. Les Parties s'engagent à appliquer la présente Convention aux fichiers et aux traitements automatisés de données à caractère personnel dans les secteurs public et privé.
2. Tout Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, faire connaître par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe :
 - a. qu'il n'appliquera pas la présente Convention à certaines catégories de fichiers automatisés de données à caractère personnel dont une liste sera déposée. Il ne devra toutefois pas inclure dans cette liste des catégories de fichiers automatisés assujetties selon son droit interne à des dispositions de protection des données. En conséquence, il devra amender cette liste par une nouvelle déclaration lorsque des catégories supplémentaires de fichiers automatisés de données à caractère personnel seront assujetties à son régime de protection des données ;
 - b. qu'il appliquera la présente Convention également à des informations afférentes à des groupements, associations, fondations, sociétés, corporations ou à tout autre organisme regroupant directement ou indirectement des personnes physiques et jouissant ou non de la personnalité juridique ;
 - c. qu'il appliquera la présente Convention également aux fichiers de données à caractère personnel ne faisant pas l'objet de traitements automatisés.
3. Tout Etat qui a étendu le champ d'application de la présente Convention par l'une des déclarations visées aux alinéas 2. b ou c ci-dessus peut, dans ladite déclaration, indiquer que les extensions ne s'appliqueront qu'à certaines catégories de fichiers à caractère personnel dont la liste sera déposée.
4. Toute Partie qui a exclu certaines catégories de fichiers automatisés de données à caractère personnel par la déclaration prévue à l'alinéa 2. a ci-dessus ne peut pas prétendre à l'application de la présente Convention à de telles catégories par une Partie qui ne les a pas exclues.
5. De même, toute Partie qui n'a pas procédé à l'une ou à l'autre des extensions prévues aux paragraphes 2. b et c du présent article ne peut se prévaloir de l'application de la présente Convention sur ces points à l'égard de toute Partie qui a procédé à de telles extensions.
6. Les déclarations prévues au paragraphe 2 du présent article prendront effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat qui les a formulées, si cet Etat les a faites lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou trois mois après leur réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe si elles ont été formulées à un moment ultérieur. Ces déclarations pourront être retirées en tout ou en partie par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet trois mois après la date de réception d'une telle notification.

CHAPITRE II — PRINCIPES DE BASE POUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Article 4

Engagements des Parties

1. Chaque Partie prend, dans son droit interne, les mesures nécessaires pour donner effet aux principes de base pour la protection des données énoncés dans le présent chapitre.
2. Ces mesures doivent être prises au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard.

Article 5

Qualité des données

Les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé sont :

- a. obtenues et traitées loyalement et licitement ;
- b. enregistrées pour des finalités déterminées et légitimes et ne sont pas utilisées de manière incompatible avec ces finalités ;
- c. adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées ;
- d. exactes et si nécessaire mises à jour ;
- e. conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées.

Article 6

Catégories particulières de données

Les données à caractère personnel révélant l'origine raciale, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres convictions, ainsi que les données à caractère personnel relatives à la santé ou à la vie sexuelle, ne peuvent être traitées automatiquement à moins que le droit interne ne prévoie des garanties appropriées. Il en est de même des données à caractère personnel concernant des condamnations pénales.

Article 7

Sécurité des données

Des mesures de sécurité appropriées sont prises pour la protection des données à caractère personnel enregistrées dans des fichiers automatisés contre la destruction accidentelle ou non autorisée, ou la perte accidentelle, ainsi que contre l'accès, la modification ou la diffusion non autorisés.

Article 8

Garanties complémentaires pour la personne concernée

Toute personne doit pouvoir :

- a. connaître l'existence d'un fichier automatisé de données à caractère personnel, ses finalités principales, ainsi que l'identité et la résidence habituelle ou le principal établissement du maître du fichier ;
- b. obtenir à des intervalles raisonnables et sans délais ou frais excessifs la confirmation de l'existence ou non dans le fichier automatisé, de données à caractère personnel la concernant ainsi que la communication de ces données sous une forme intelligible ;
- c. obtenir, le cas échéant, la rectification de ces données ou leur effacement lorsqu'elles ont été traitées en violation des dispositions du droit interne donnant effet aux principes de base énoncés dans les articles 5 et 6 de la présente Convention ;
- d. disposer d'un recours s'il n'est pas donné suite à une demande de confirmation ou, le cas échéant, de communication, de rectification ou d'effacement, visée aux paragraphes b et c du présent article.

Article 9

Exceptions et restrictions

1. Aucune exception aux dispositions des articles 5, 6 et 8 de la présente Convention n'est admise, sauf dans les limites définies au présent article.

2. Il est possible de déroger aux dispositions des articles 5, 6 et 8 de la présente Convention lorsqu'une telle dérogation, prévue par la loi de la Partie, constitue une mesure nécessaire dans une société démocratique :

a. à la protection de la sécurité de l'Etat, à la sûreté publique, aux intérêts monétaires de l'Etat ou à la répression des infractions pénales ;

b. à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

3. Des restrictions à l'exercice des droits visés aux paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 8 peuvent être prévues par la loi pour les fichiers automatisés de données à caractère personnel utilisés à des fins de statistiques ou de recherches scientifiques, lorsqu'il n'existe manifestement pas de risques d'atteinte à la vie privée des personnes concernées.

Article 10

Sanctions et recours

Chaque Partie s'engage à établir des sanctions et recours appropriés visant les violations aux dispositions du droit interne donnant effet aux principes de base pour la protection des données énoncés dans le présent chapitre.

Article 11

Protection plus étendue

Aucune des dispositions du présent chapitre ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte à la faculté pour chaque Partie d'accorder aux personnes concernées une protection plus étendue que celle prévue par la présente Convention.

CHAPITRE III — FLUX TRANSFRONTIÈRES DE DONNÉES

Article 12

Flux transfrontières de données à caractère personnel et droit interne

1. Les dispositions suivantes s'appliquent aux transferts à travers les frontières nationales, quel que soit le support utilisé, de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé ou rassemblées dans le but de les soumettre à un tel traitement.

2. Une Partie ne peut pas, aux seules fins de la protection de la vie privée, interdire ou soumettre à une autorisation spéciale les flux transfrontières de données à caractère personnel à destination du territoire d'une autre Partie.

3. Toutefois, toute Partie a la faculté de déroger aux dispositions du paragraphe 2 :

a. dans la mesure où sa législation prévoit une réglementation spécifique pour certaines catégories de données à caractère personnel ou de fichiers automatisés de données à caractère personnel, en raison de la nature de ces données ou de ces fichiers, sauf si la réglementation de l'autre Partie apporte une protection équivalente ;

b. lorsque le transfert est effectué à partir de son territoire vers le territoire d'un Etat non contractant par l'intermédiaire du territoire d'une autre Partie, afin d'éviter que de tels transferts n'aboutissent à contourner la législation de la Partie visée au début du présent paragraphe.

CHAPITRE IV — ENTRAIDE

Article 13

Coopération entre les Parties

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement assistance pour la mise en œuvre de la présente Convention.
2. A cette fin,
 - a. chaque Partie désigne une ou plusieurs autorités dont elle communique la dénomination et l'adresse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ;
 - b. chaque Partie qui a désigné plusieurs autorités, indique dans la communication visée à l'alinéa précédent la compétence de chacune de ces autorités.
3. Une autorité désignée par une Partie, à la demande d'une autorité désignée par une autre Partie :
 - a. fournira des informations sur son droit et sur sa pratique administrative en matière de protection des données ;
 - b. prendra, conformément à son droit interne et aux seules fins de la protection de la vie privée, toutes mesures appropriées pour fournir des informations de fait concernant un traitement automatisé déterminé effectué sur son territoire à l'exception toutefois des données à caractère personnel faisant l'objet de ce traitement.

Article 14

Assistance aux personnes concernées ayant leur résidence à l'étranger

1. Chaque Partie prête assistance à toute personne ayant sa résidence à l'étranger pour l'exercice des droits prévus par son droit interne donnant effet aux principes énoncés à l'article 8 de la présente Convention.
2. Si une telle personne réside sur le territoire d'une autre Partie, elle doit avoir la faculté de présenter sa demande par l'intermédiaire de l'autorité désignée par cette Partie.
3. La demande d'assistance doit contenir toutes les indications nécessaires concernant notamment :
 - a. le nom, l'adresse et tous autres éléments pertinents d'identification concernant le requérant ;
 - b. le fichier automatisé de données à caractère personnel auquel la demande se réfère ou le maître de ce fichier ;
 - c. le but de la demande.

Article 15

Garanties concernant l'assistance fournie par les autorités désignées

1. Une autorité désignée par une Partie qui a reçu des informations d'une autorité désignée par une autre Partie, soit à l'appui d'une demande d'assistance, soit en réponse à une demande d'assistance qu'elle a formulée elle-même, ne pourra faire usage de ces informations à des fins autres que celles spécifiées dans la demande d'assistance.
2. Chaque Partie veillera à ce que les personnes appartenant ou agissant au nom de l'autorité désignée soient liées par des obligations appropriées de secret ou de confidentialité à l'égard de ces informations.

3. En aucun cas, une autorité désignée ne sera autorisée à faire, aux termes de l'article 14, paragraphe 2, une demande d'assistance au nom d'une personne concernée résidant à l'étranger, de sa propre initiative et sans le consentement exprès de cette personne.

Article 16

Refus des demandes d'assistance

Une autorité désignée, saisie d'une demande d'assistance aux termes des articles 13 et 14 de la présente Convention, ne peut refuser d'y donner suite que si :

- a. la demande est incompatible avec les compétences, dans le domaine de la protection des données, des autorités habilitées à répondre ;
- b. la demande n'est pas conforme aux dispositions de la présente Convention ;
- c. l'exécution de la demande serait incompatible avec la souveraineté, la sécurité ou l'ordre public de la Partie qui l'a désignée, ou avec les droits et libertés fondamentales des personnes relevant de la juridiction de cette Partie.

Article 17

Frais et procédures de l'assistance

1. L'entraide que les Parties s'accordent aux termes de l'article 13, ainsi que l'assistance qu'elles prêtent aux personnes concernées résidant à l'étranger aux termes de l'article 14, ne donnera pas lieu au paiement des frais et droits autres que ceux afférents aux experts et aux interprètes. Ces frais et droits seront à la charge de la Partie qui a désigné l'autorité qui a fait la demande d'assistance.
2. La personne concernée ne peut être tenue de payer, en liaison avec les démarches entreprises pour son compte sur le territoire d'une autre Partie, des frais et droits autres que ceux exigibles des personnes résidant sur le territoire de cette Partie.
3. Les autres modalités relatives à l'assistance concernant notamment les formes et procédures ainsi que les langues à utiliser seront établies directement entre les Parties concernées.

CHAPITRE V — COMITÉ CONSULTATIF

Article 18

Composition du Comité

1. Un Comité consultatif est constitué après l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Toute Partie désigne un représentant et un suppléant à ce Comité. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie à la Convention a le droit de se faire représenter au Comité par un observateur.
3. Le Comité consultatif peut, par une décision prise à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie à la Convention à se faire représenter par un observateur à l'une de ses réunions.

Article 19

Fonctions du Comité

Le Comité consultatif :

- a. peut faire des propositions en vue de faciliter ou d'améliorer l'application de la Convention ;

b. peut faire des propositions d'amendement à la présente Convention conformément à l'article 21 ;

c. formule un avis sur toute proposition d'amendement à la présente Convention qui lui est soumis conformément à l'article 21, paragraphe 3 ;

d. peut, à la demande d'une Partie, exprimer un avis sur toute question relative à l'application de la présente Convention.

Article 20

Procédure

1. Le Comité consultatif est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il se réunit par la suite au moins une fois tous les deux ans et, en tout cas, chaque fois qu'un tiers des représentants des Parties demande sa convocation.

2. La majorité des représentants des Parties constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité consultatif.

3. A l'issue de chacune de ses réunions, le Comité consultatif soumet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

4. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité consultatif établit son règlement intérieur.

CHAPITRE VI — AMENDEMENTS

Article 21

Amendements

1. Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés par une Partie, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ou par le Comité consultatif.

2. Toute proposition d'amendement est communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats membres du Conseil de l'Europe et à chaque Etat non membre qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 23.

3. En outre, tout amendement proposé par une Partie ou par le Comité des Ministres est communiqué au Comité consultatif qui soumet au Comité des Ministres son avis sur l'amendement proposé.

4. Le Comité des Ministres examine l'amendement proposé et tout avis soumis par le Comité consultatif et peut approuver l'amendement.

5. Le texte de tout amendement approuvé par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 4 du présent article est transmis aux Parties pour acceptation.

6. Tout amendement approuvé conformément au paragraphe 4 du présent article entrera en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties auront informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

CHAPITRE VII. — CLAUSES FINALES

Article 22

Entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
3. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

Adhésion d'Etats non membres

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.
2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

Clause territoriale

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

Réserves

Aucune réserve n'est admise aux dispositions de la présente Convention.

Article 26

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 27

Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23 et 24 ;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 28 janvier 1981, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che il fine del Consiglio d'Europa è quello di realizzare una unione più stretta tra i suoi membri, in particolare nel rispetto della certezza del diritto e dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali;

Considerando che è auspicabile estendere la protezione dei diritti e delle libertà fondamentali di ciascuno, in particolare il diritto al rispetto della vita privata, tenuto conto dell'intensificazione della circolazione attraverso le frontiere di dati a carattere personale oggetto di elaborazioni automatizzate;

Riaffermando nello stesso tempo il loro impegno in favore delle libertà di informazione senza tener conto delle frontiere;

Riconoscendo la necessità di conciliare i valori fondamentali del rispetto della vita privata e della libera circolazione dell'informazione tra i popoli,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I - DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Oggetto e scopo

Scopo della presente convenzione è quello di garantire, sul territorio di ogni Parte, ad ogni persona fisica, qualunque siano la sua cittadinanza o residenza, il rispetto dei diritti e delle libertà fondamentali, ed in particolare del diritto alla vita privata, nei confronti dell'elaborazione automatizzata dei dati di carattere personale che la riguardano ("protezione dei dati").

Articolo 2

Definizioni

Ai fini della presente convenzione:

a. "dati di carattere personale" significa: ogni informazione relativa ad una persona fisica identificata o identificabile ("persona interessata");

b. "casellario automatizzato" significa: tutto l'insieme di informazioni oggetto di un'elaborazione automatizzata;

c. "elaborazione automatizzata" comprende le seguenti operazioni effettuate nel loro insieme o in parte grazie a procedimenti automatizzati: registrazione di dati, applicazione ad essi di operazioni logiche e/o aritmetiche, loro modifica, cancellazione, estrazione o diffusione;

d. "responsabile del casellario" significa: la persona fisica o giuridica, l'autorità pubblica, l'ente o altro organismo competente, secondo il diritto nazionale, a decidere quale debba essere la finalità del casellario automatizzato, quali categorie di dati a carattere personale debbano essere registrati e quali operazioni siano ad essi applicabili.

Articolo 3

Campo di applicazione

1. Le Parti si impegnano ad applicare la presente convenzione ai casellari ed alle elaborazioni automatizzate di dati a carattere personale nei settori pubblici e privati.

2. Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in qualsiasi altro momento successivo, comunicare tramite dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa:

a. che non applicherà la presente convenzione a talune categorie di casellari automatizzati di dati a carattere personale di cui verrà depositata una lista. Esso tuttavia non dovrà includere in detta lista le categorie di casellari automatizzati assoggettate secondo il suo diritto interno a disposizioni relative alla protezione dei dati. Di conseguenza, esso dovrà emendare detta lista tramite una nuova dichiarazione qualora categorie supplementari di casellari automatizzati di dati di carattere personale siano assoggettate al regime di protezione di dati;

b. che esso applicherà la presente convenzione anche ad informazioni relative a gruppi, associazioni, fondazioni, società, corporazioni o ad ogni altro organismo che raggruppi direttamente o indirettamente persone fisiche e che goda o meno della personalità giuridica;

c. che applicherà la presente convenzione anche ai casellari di dati a carattere personale che non siano oggetto di elaborazione automatizzata.

3. Ogni Stato che ha esteso il campo di applicazione della presente Convenzione tramite una delle dichiarazioni di cui al comma 2.b o c di cui sopra può, nella citata dichiarazione, indicare che tali estensioni si applicheranno solamente ad alcune categorie di casellari a carattere personale la cui lista verrà depositata.
4. Ogni Parte che ha escluso alcune categorie di casellari automatizzati di dati a carattere personale tramite la dichiarazione di cui al comma 2.a di cui sopra non può pretendere l'applicazione della presente convenzione a categorie simili da parte di una Parte che non le abbia escluse.
5. Nello stesso modo, ogni Parte che non ha proceduto ad una o all'altra delle estensioni di cui ai paragrafi 2.b e c. del presente articolo non può pretendere l'applicazione della presente convenzione su tali punti nei confronti di una Parte che abbia proceduto alle dette estensioni.
6. Le dichiarazioni di cui al paragrafo 2 del presente articolo avranno effetto dal momento dell'entrata in vigore della convenzione nei confronti dello Stato che le ha formulate, se detto Stato le ha espresse al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, ovvero tre mesi dopo che queste siano state ricevute dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa nel caso in cui siano state formulate in un momento successivo. Dette dichiarazioni potranno essere ritirate in tutto o in parte con notifica rivolta al Segretario Generale del Consiglio di Europa. Il ritiro avrà effetto tre mesi dopo la data di ricevimento di una notifica di tal genere.

CAPITOLO II - PRINCIPI FONDAMENTALI PER LA PROTEZIONE DEI DATI

Articolo 4

Obblighi delle Parti

1. Ogni Parte adotta, nel suo diritto interno, le misure necessarie per dare effetto ai principi fondamentali per la protezione dei dati enunciati nel presente capitolo.
2. Dette misure debbono essere adottate al più tardi al momento dell'entrata in vigore della presente convenzione nei suoi confronti.

Articolo 5**Qualità dei dati**

I dati a carattere personale oggetto di un'elaborazione automatizzata sono:

- a. ottenuti e elaborati in modo lecito e corretto;
- b. registrati per scopi determinati e legittimi ed impiegati in una maniera non incompatibile con detti fini;
- c. adeguati, pertinenti e non eccessivi riguardo ai fini per i quali vengono registrati;
- d. esatti e, se necessario, aggiornati;
- e. conservati in una forma che consenta l'identificazione delle persone interessate per una durata non superiore a quella necessaria ai fini per i quali sono registrati.

Articolo 6**Categorie speciali di dati**

I dati di carattere personale indicanti l'origine razziale, le opinioni politiche, le convinzioni religiose o altri credo, nonché i dati a carattere personale relativi allo stato di salute ed alla vita sessuale, non possono essere elaborati automaticamente a meno che il diritto in terno non preveda garanzie adatte. Lo stesso dicasi dei dati di carattere personale relativi alle condanne penali.

Articolo 7**Sicurezza dei dati**

Adeguate misure di sicurezza vengono adottate per la protezione di dati di carattere personale registrati nei casellari automatizzati contro la distruzione accidentale o non autorizzata, ovvero la perdita accidentale così come contro l'accesso ai dati, la modifica o la diffusione non autorizzate.

Articolo 8**Ulteriori garanzie per la persona interessata**

Ogni persona deve poter:

- a. conoscere l'esistenza di un casellario automatiz-

zato di dati a carattere personale, i suoi fini principali, nonché l'identità e la residenza abituale, ovvero la sede amministrativa, del responsabile del casellario;

b. ottenere ad intervalli di tempo ragionevoli e senza ritardo o spese eccessive la conferma dell'esistenza o meno nel casellario automatizzato dei dati di carattere personale ad essa relativi, come pure la trasmissione di tali dati in una forma intelligibile;

c. ottenere, se del caso, la rettifica di tali dati o la loro cancellazione qualora questi siano stati elaborati in violazione delle disposizioni di diritto interno di esecuzione dei principi fondamentali di cui agli articoli 5 e 6 della presente convenzione;

d. disporre di una possibilità di ricorso qualora non venga dato seguito ad una richiesta di conferma o, a seconda del caso, di comunicazione, rettifica, o cancellazione di cui ai paragrafi b. e c. del presente articolo.

Articolo 9

Eccezioni e restrizioni

1. Nessuna eccezione alle disposizioni degli articoli 5, 6 e 8 della presente convenzione è ammessa, tranne che entro i limiti di cui al presente articolo.

2. È possibile derogare alle disposizioni degli articoli 5, 6 ed 8 della presente Convenzione qualora una tale deroga, prevista dal diritto della Parte, costituisca una misura necessaria in una società democratica:

a. alla protezione della sicurezza dello Stato, alla sicurezza pubblica, agli interessi monetari dello Stato o alla repressione dei reati penali;

b. alla protezione della persona interessata e dei diritti e delle libertà altrui.

3. Restrizioni all'esercizio dei diritti di cui ai paragrafi b. c. e d. dell'articolo 8 possono essere previste dalla legge per i casellari automatizzati di dati di carattere personale impiegati a fini statistici o per ricerche scientifiche, laddove non esista manifestamente il rischio di violare la vita privata delle persone interessate.

Articolo 10**Sanzioni e ricorsi**

Ogni Parte si impegna a fissare sanzioni e ricorsi adeguati relativi alle violazioni alle disposizioni del diritto interno di esecuzione dei principi fondamentali per la protezione dei dati enunciati nel presente capitolo.

Articolo 11**Estensione della protezione**

Nessuna disposizione del presente capitolo verrà interpretata come limitante o pregiudicante la facoltà di ogni Parte di accordare alle persone interessate una protezione più estesa di quella prevista dalla presente Convenzione.

CAPITOLO III - MOVIMENTO DI DATI OLTRE FRONTIERA**Articolo 12**

Movimento oltre frontiera di dati a carattere personale e diritto interno.

1. Le seguenti disposizioni si applicano al trasferimento attraverso le frontiere nazionali, indipendentemente dal sistema di trasmissione utilizzato, di dati a carattere personale che siano oggetto di un'elaborazione automatizzata o siano raccolti al fine di essere successivamente sottoposti a tale elaborazione.
2. Una Parte non può, ai soli fini della protezione della vita privata, proibire o condizionare ad una autorizzazione speciale il movimento oltrefrontiera di dati a carattere personale destinati al territorio di un'altra Parte.
3. Tuttavia, ogni Parte ha la facoltà di derogare alle disposizioni del paragrafo 2:
 - a. nella misura in cui la sua legislazione prevede una regolamentazione specifica per alcune categorie di dati a carattere personale o di casellari automatizzati di dati a carattere personale, in ragione della natura di detti dati o casellari, tranne che se la regolamentazione dell'altra Parte offre una protezione equivalente;
 - b. se il trasferimento è effettuato a partire dal proprio territorio verso il territorio di uno Stato non con-

traente tramite il territorio di un'altra Parte, al fine di evitare che simili trasferimenti si traducano in un aggiramento della legislazione della Parte di cui all'inizio del presente paragrafo.

CAPITOLO IV - ASSISTENZA RECIPROCA

Articolo 13

Cooperazione tra le Parti

1. Le Parti si impegnano ad accordarsi assistenza reciproca per l'attuazione della presente convenzione.
2. A tal fine:
 - a. ogni Parte designa una o più autorità di cui comunica nome ed indirizzo al Segretario Generale del Consiglio d'Europa;
 - b. ogni Parte che abbia designato più autorità indica nella comunicazione di cui al comma precedente la competenza di ciascuna di esse.
3. Una autorità designata da una Parte, su domanda di una autorità designata da un'altra Parte:
 - a. fornirà le informazioni sul suo diritto e la sua pratica amministrativa in materia di protezione dati;
 - b. adotterà, conformemente al suo diritto interno ed ai soli fini della protezione della vita privata, tutte le misure adeguate per fornire informazioni di fatto relative ad una data elaborazione effettuata sul suo territorio, ad eccezione tuttavia dei dati di carattere personale oggetto di tale elaborazione.

Articolo 14

Assistenza alle persone interessate residenti all'estero.

1. Ogni Parte presta la propria assistenza ad ogni persona che abbia la residenza all'estero per l'esercizio dei diritti contemplati dal suo diritto interno ~~in esecuzione dei principi di cui all'articolo 8 della presente convenzione.~~
2. Se detta persona risiede sul territorio di un'altra

Parte, essa deve avere la facoltà di presentare la sua domanda tramite l'autorità designata da tale Parte.

3. La domanda di assistenza deve contenere tutte le indicazioni necessarie in particolare relative a:

a. il nome, l'indirizzo ed ogni altro rilevante elemento di identificazione relativo al richiedente;

b. il casellario automatizzato dei dati a carattere personale cui la domanda si riferisce o il responsabile di tale casellario;

c. lo scopo della domanda.

Articolo 15

Garanzie relative all'assistenza prestata dalle Autorità designate

1. Una autorità designata da una Parte che ha ricevuto alcune informazioni da un'autorità designata da un'altra Parte, a corredo di una domanda di assistenza o in risposta ad una domanda di assistenza inoltrata da essa stessa, non potrà far uso di tali informazioni per fini diversi da quelli specificati nella domanda di assistenza.

2. Ogni Parte curerà che le persone che appartengono o che agiscono in nome dell'autorità designata siano assoggettate a opportuni vincoli di segretezza o di riservatezza nei confronti di tali informazioni.

3. In nessun caso una autorità designata sarà autorizzata a presentare, ai sensi dell'articolo 14, paragrafo 2, una domanda di assistenza in nome di una persona interessata che sia residente all'estero, di sua propria iniziativa e senza il consenso espresso di detta persona.

Articolo 16

Rigetto delle domande di assistenza

Un'autorità designata, cui sia rivolta una domanda di assistenza ai sensi degli articoli 13 e 14 della presente Convenzione, può rifiutarsi di darle seguito solo se:

a. la domanda è incompatibile con le competenze, nel campo della protezione dei dati, delle autorità abilitate a rispondere;

b. la domanda non è conforme alle disposizioni della presente Convenzione;

c. il dar seguito alla domanda sarebbe incompatibile con la sovranità, la sicurezza o l'ordine pubblico della Parte che l'ha designata, o con i diritti e le libertà fondamentali delle persone che ricadono sotto la giurisdizione di tale Parte.

Articolo 17

Spese e procedure di assistenza

1. L'aiuto reciproco che le Parti si accordano ai sensi dell'articolo 13, nonché l'assistenza che esse prestano alle persone interessate che risiedono all'estero conformemente all'articolo 14, non darà luogo al pagamento di spese e diritti diversi da quelli relativi agli esperti e interpreti. Tali spese e diritti saranno a carico della Parte che ha designato l'autorità che ha fatto la domanda di assistenza.
2. La persona interessata non deve essere tenuta a pagare, in relazione ai passi intrapresi per suo conto sul territorio di un'altra Parte, spese o diritti diversi da quelli esigibili dalle persone residenti sul territorio di detta Parte.
3. Le altre modalità relative all'assistenza concernenti in particolare la forma e le procedure nonché le lingue da impiegare saranno stabilite direttamente tra le Parti interessate.

CAPITOLO V - COMITATO CONSULTIVO

Articolo 18

Composizione del Comitato

1. Un Comitato consultivo è costituito con l'entrata in vigore della presente convenzione.
2. Ogni Parte designa un rappresentante ed un supplente di tale Comitato. Ogni Stato membro del Consiglio d'Europa che non è parte della convenzione ha il diritto di farsi rappresentare presso il Comitato da un osservatore.
3. Il Comitato consultivo può, con decisione presa all'unanimità, invitare ogni Stato membro del Consiglio d'Europa che non sia Parte alla convenzione a farsi rappresentare da un osservatore ad una delle sue riunioni.

Articolo 19**Funzioni del Comitato**

Il Comitato consultivo:

- a. può fare proposte al fine di facilitare o migliorare l'applicazione della convenzione;
- b. può fare proposte di emendamento alla presente convenzione conformemente all'articolo 21;
- c. emette un parere su ogni proposta di emendamento alla presente convenzione che gli sia sottoposta conformemente all'articolo 21, paragrafo 3;
- d. può, dietro domanda di una Parte, esprimere un parere su ogni questione relativa all'applicazione della presente Convenzione.

Articolo 20**Procedura**

1. Il Comitato consultivo è convocato dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Esso tiene la sua prima riunione entro i dodici mesi successivi all'entrata in vigore della presente Convenzione. Si riunisce in seguito almeno una volta ogni due anni e, in ogni caso, ogni volta che un terzo dei rappresentanti delle Parti richieda la sua convocazione.
2. La maggioranza dei rappresentanti delle Parti costituisce il quorum necessario per tenere una riunione del Comitato consultivo.
3. Successivamente a ciascuna riunione, il Comitato consultivo sottopone al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa una relazione sui lavori svolti e sul funzionamento della convenzione.
4. Fatte salve le disposizioni della presente convenzione, il Comitato consultivo redige il suo regolamento interno.

CAPITOLO VI - EMENDAMENTI

Articolo 21

Emendamenti

1. Eventuali emendamenti alla presente convenzione possono essere proposti da una Parte, dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa o dal Comitato consultivo.
2. Ogni proposta di emendamento è comunicata dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa agli Stati membri del Consiglio d'Europa e ad ogni Stato non membro che abbia aderito o sia stato invitato ad aderire alla presente convenzione conformemente alle disposizioni dell'articolo 23.
3. Inoltre, ogni emendamento proposto da una Parte o dal Comitato dei Ministri è comunicato al Comitato consultivo che sottopone al Comitato dei Ministri il suo parere sullo emendamento proposto.
4. Il Comitato dei Ministri esamina l'emendamento proposto ed ogni parere sottoposto dal Comitato consultivo e può approvare l'emendamento.
5. Il testo di ogni emendamento approvato dal Comitato dei Ministri conformemente al paragrafo 4 del presente articolo è trasmesso alle Parti per accettazione.
6. Ogni emendamento approvato conformemente al paragrafo 4 del presente articolo entrerà in vigore trenta giorni dopo che tutte le Parti abbiano informato il Segretario Generale circa la loro approvazione dello stesso.

CAPITOLO VII - CLAUSOLE FINALI

Articolo 22

Entrata in vigore

1. La presente convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
2. La presente convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del periodo di tre mesi dalla data in cui cinque Stati membri del Consiglio d'Europa abbiano espresso il proprio consenso ad essere vincolati dal

la convenzione conformemente alle disposizioni del paragrafo precedente.

3. Per ogni Stato membro che esprimerà ^{successivamente} il proprio assenso ad essere vincolato dalla convenzione, ~~successivamente~~ essa entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di tre mesi dalla data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 23

Adesione di Stati non membri

1. Successivamente all'entrata in vigore della presente convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio d'Europa ad aderire alla stessa con una decisione presa alla maggioranza quale prevista all'articolo 20 d. dello Statuto del Consiglio d'Europa e all'unanimità dei rappresentanti degli Stati contraenti aventi diritto di sedere nel Comitato.

2. Per ogni Stato aderente, la convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del periodo di tre mesi dalla data del deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 24

Clausola territoriale

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, designare il o i territori cui si applicherà la presente convenzione.

2. Ogni Stato può, in qualsiasi altro momento successivo, con dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente convenzione ad ogni altro territorio designato nella dichiarazione. La convenzione entrerà in vigore nei confronti di detto territorio il primo giorno del mese successivo allo scadere del periodo di tre mesi dalla data di ricevimento della dichiarazione da parte del Segretario Generale.

3. Ogni dichiarazione fatta conformemente ai due paragrafi precedenti potrà essere ritirata, per quel che concerne ogni territorio in essa indicato, con notifica rivolta al

Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere del periodo di sei mesi dalla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 25

Riserve

Non sono ammesse riserve alle disposizioni della presente convenzione.

Articolo 26

Denuncia

1. Ogni Parte può, in qualsiasi momento, denunciare la presente convenzione dandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
2. La denuncia prende effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di sei mesi dalla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 27

Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio ed ad ogni Stato che abbia aderito alla presente convenzione:

- a. ogni firma;
- b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione e di adesione;
- c. ogni data di entrata in vigore della presente convenzione conformemente agli articoli 22, 23 e 24 della stessa.
- d. ogni altro atto, notifica o comunicazione ad essa relativa.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale effetto, hanno firmato la presente convenzione.

Fatto a Strasburgo, il 28 gennaio 1981, in francese ed inglese, i due testi facenti egualmente fede, in un solo esemplare che verrà depositato presso gli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa trasmetterà copia certificata conforme ad ogni Stato firmatario e aderente.